

Le 9 février, Eric Woerth, président LR de la commission des Finances à l'Assemblée nationale, annonce, dans *Le Parisien*, qu'il va soutenir Emmanuel Macron. Le 13 février, Valérie Pécresse, candidate LR, réunit ses supporters en meeting au Zénith.

Raphaël Legendre et Corinne Lhaïk

LE RALLIEMENT D'ERIC WOERTH à Emmanuel Macron n'est pas seulement le signal d'une droite écartelée ou d'une ambition personnelle : il dit aussi que les combattants des finances publiques sont fatigués et qu'ils ont posé les armes. Ancien ministre du Budget, président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, Eric Woerth quitte une candidate LR qui affiche la rigueur, sans s'en donner les moyens, au profit d'un futur candidat dont on pressent qu'il ne fera pas campagne sur ce thème.

L'argument finances publiques a disparu du débat. Les politiques ne le portent plus, les patrons se régalaient du bruit de l'argent public tombant dans

leurs caisses. Président de Pipeco, François Ecalte, nuance ce constat : « A droite et au centre, il y a toujours un discours sur la nécessité de réduire les déficits, mais il n'y a pas grand-chose derrière, à l'exception du recul de l'âge de départ à la retraite que tous proposent, sauf Marine Le Pen. »

On comprend les raisons de cette attrition. Au quoi qu'il en coûte - justifié par l'urgence d'une situation exceptionnelle - ont succédé d'autres besoins, la transition écologique et numérique, la réindustrialisation, l'investissement dans les services publics, santé, justice, police, etc. La situation n'est pas spécifiquement française. Aux Etats-Unis, Joe Biden a mis plus de



4 000 milliards de dollars sur la table en cent jours. En Europe, les Etats membres se sont mis d'accord sur un plan de relance solidaire de 750 milliards d'euros, une première.

**Thuriféraire.** Le soir même, Mario Draghi, président du Conseil italien, décroche son téléphone pour appeler

Bruno Le Maire. Son conseil ? « It's time to spend money, my friend ».

En France, il n'est pas nécessaire de répéter deux fois ce genre de propos. Emmanuel Macron n'a jamais été un thuriféraire de l'équilibre des comptes. Certes, au début du quinquennat, il prend des mesures d'économies drastiques et le paie cher

en termes d'image, mais son but est politique : sortir la France de la procédure de déficit excessif infligée par Bruxelles. Avant même la crise sanitaire, il abandonne l'objectif de réduire de 120 000 le nombre de fonctionnaires qui, pour lui, n'a jamais été gravé dans le marbre.

●●● Page 2

Aujourd'hui, ses proches dénigrent la volonté de Valérie Pécresse de supprimer 150 000 postes. Et si le député Laurent Saint-Martin, rapporteur général du budget LREM, réaffirme l'objectif de ramener les déficits publics sous la barre des 3% du PIB en 2027 (*Les Echos* du 14 janvier), s'il promet de nouvelles baisses d'impôts, il ne compte pas serrer la dépense : « La première des économies, c'est d'avoir une activité florissante, avec des Français qui travaillent et qui cotisent », dit-il.

A priori, la candidate LR s'oblige à un parcours budgétaire sérieux : elle propose 35 milliards d'euros de dépenses nouvelles, largement gagées par 76 milliards d'euros d'économies. Mais la présidente de la région Ile-de-France semble vouloir cocher la case finances publiques sans y croire vraiment. Ainsi, certains des efforts annoncés sont de papier : comment faire baisser la contribution de la France au budget européen (économie non chiffrée) ? « Le cadre financier européen des années 2022-2027 a été fixé, souligne François Ecalte. La France n'a pas de marge de manœuvre. » La lutte contre la fraude n'est pas un gisement plus sûr : en matière fiscale, la recette est passée de 8 à 10 milliards, après un gros renfort de moyens. En matière sociale, l'Etat ne récupère qu'un à trois milliards, selon le mode de calcul. Valérie Pécresse voudrait ajouter 15 milliards à ces sommes. Bon courage.

Les rigoristes ont d'autant moins de chances de se faire entendre qu'ils ont perdu - en tout cas pour le moment - leur épouvantail préféré, l'Allemagne et les pays du nord, réputés frugaux. La crise a bousculé les traditionnelles lignes de fractures, un espace commun est en train d'émerger entre l'arc méditerranéen et les pays du nord. « En France, il va falloir doubler les investissements verts pour viser la neutralité carbone en 2050 », prévient l'économiste Patrick Artus. C'est plus de

**Les rigoristes ont d'autant moins de**



SIPA PRESS

**Emmanuel Macron n'a jamais été un thuriféraire de l'équilibre des comptes publics.**

Dans ses récentes propositions aux candidats, le Medef ne fixe pas d'objectif chiffré en matière de dépenses publiques. Il souhaite en dresser la taxonomie pour distinguer la bonne de la mauvaise dépense. C'est bien le sujet.

@LEGENRA @clhaik

**« Le Président de la a déclassé la Franc**

S  
EN  
M:  
mu  
Pé  
éti  
sic  
Bu  
au  
qu  
dé  
dit  
la  
pe  
il:  
gr:  
bil  
ta  
  
mi  
cl:  
la:  
Ma  
tiq  
tat  
to  
qu  
  
mi  
gr:  
bil  
to  
an  
pa

EPR à partir de 2028 nécessitera « des financements publics massifs de plusieurs dizaines de milliards d'euros », a indiqué Emmanuel Macron, le 10 février, à Belfort.

**Cigales.** Face à cette nouvelle donne, les Européens vont réviser leur règlement de copropriété, le Pacte de stabilité et de croissance : les ancres financières en vigueur depuis plus de vingt ans - pas plus de 3% de déficit et de 60% de dette rapportés au PIB - seront assouplies. Même l'Allemagne s'y prépare. « Nous sommes d'accord sur le fait qu'il va falloir investir, a déclaré Robert Habeck, ministre allemand de l'Economie et de la Protection du climat, le 7 février, lors d'un point presse conjoint avec Bruno Le Maire, à Bercy. Les règles du pacte de stabilité devront permettre de financer ces transformations sans casser la croissance ». Un nouveau ton venant de Berlin. « Le débat entre la cigale et la fourmi est dépassé, s'est réjoui son homologue français. Le sujet du moment, c'est comment conjuguer rétablissement des finances publiques et investissement dans la transition climatique. Nous avons les mêmes défis, l'Allemagne et la France. »

Cette mise à distance de la contrainte est d'autant plus facile qu'emprunter ne coûte rien. La dette publique a quasiment triplé en vingt ans, sa charge d'intérêt n'a pas bougé. Depuis deux ans, grâce aux taux négatifs, la France gagne même de l'argent en vivant à crédit. Cette situation exceptionnelle ne peut pas durer. Déjà, les taux remontent. Et si la France dispose de quelques années de tranquillité, car sa dette roule sur huit ans, ceux qui gouvernent doivent aussi prévoir. « Il va falloir changer d'état d'esprit sur la dépense publique », martèle en privé Bruno Le Maire. L'enjeu reste de réduire la dépense non productive au profit de l'investissement.

L'argent facile n'y aide pas. Et le patronat ne joue pas les modérateurs. Michel Pébereau, président d'honneur de BNP-Paribas, est très seul à s'alarmer du niveau de la dette.

---